



Un nouveau dispositif, jusque là tenu confidentiel, vise à limiter les intrusions dans les établissements et à dissuader les revendeurs de drogue.

Cliquez sur l'aperçu pour agrandir l'infographie

Jusqu'alors tenu confidentiel, le nouveau dispositif imaginé par les gendarmes pour protéger les écoles en proie à la délinquance fait ses preuves. Baptisé SAGES - Sanctuarisation globale de l'espace scolaire - et porté à la connaissance du *Figaro*, ce plan de bataille s'inscrit en droite ligne d'une volonté exprimée par Nicolas Sarkozy [le 18 mars dernier à Gagny](#), où une dizaine de jeunes encagoulés et armés avaient mené une expédition punitive dans un lycée professionnel. «Je n'abandonnerai aucune parcelle de notre pays à la logique des bandes, des caïds, avait alors lancé le chef de l'État. Notre pays doit enrayer les phénomènes de bandes et de haine dirigés contre deux piliers de la République, l'école et la police .» Dans la foulée, les experts avaient repéré une centaine d'établissements touchés par les intrusions pour mieux les sanctuariser.

«En matière de prévention, beaucoup de choses ont déjà été mises en place de manière empirique mais la spécificité du bassin d'implantation de chaque établissement était négligée, remarque le lieutenant-colonel Samuel Dubuis, chef du bureau de la sécurité publique à la direction générale de la gendarmerie. Pour lutter en profondeur contre les trafics et la violence qui minent la vie scolaire, il a fallu trouver une nouvelle coordination de notre action qui parte du cœur même de l'établissement jusqu'aux quartiers où se replient les voyous...»

Selon une rigueur de raisonnement toute militaire, les gendarmes se sont attaqués au fléau en dessinant trois cercles concentriques : au sein même de l'établissement, des gendarmes chargés de la prévention de la délinquance juvénile se rapprochent des chefs d'établissement, des associations de parents et des élèves pour évoquer le péril de la drogue, des jeux dangereux, d'Internet ou encore du racket. Ne disposant pas d'une qualification d'officier de police judiciaire, ces militaires repèrent aussi les profils déviants. Ils deviennent alors des «capteurs» de délinquance implantés dans l'école, qui transmettent leurs informations à des collègues déployés en un deuxième périmètre, aux abords de l'école. Là, des réservistes en uniforme de la gendarmerie organisent des patrouilles très visibles aux «heures de pointe» et tissent des liens avec des parents qui pourraient leur livrer des informations. Des brigades de recherches en civil et en voiture banalisées se mettent en planque et détectent les fauteurs de troubles, les identifient et bâtissent des dossiers photos.

«Les abords de l'école sont le théâtre de violentes pressions psychologiques, insiste le lieutenant-colonel Dubuis. C'est là que les bandes se forment, que la drogue s'écoule, que le vandalisme et les rackets s'exercent. Ce travail de renseignement permet de comprendre pourquoi des jeunes a priori sages à l'école deviennent enragés dès qu'ils en sortent.»

Les procédures de surveillance sont alors transmises à des gendarmes mobilisés dans un troisième cercle, où vivent retranchés les voyous. «Il s'agit de frapper de manière très ciblée ceux qui ont été identifiés, de les harceler, de gêner les gêneurs, note-t-on à la direction générale de la gendarmerie. Ainsi, des opérations ponctuelles se multiplient sur les lignes de bus aux heures où elles sont empruntées par les racketteurs ou les dealers.» De subites missions de sécurité routière fleurissent aux pieds de leurs immeubles, où ils circulent en scooters. Et les terrains de jeux, bars et autres zones d'errance sont quadrillés jusqu'à ce que les interpellations interviennent.

Fonctionnement à plein régime

Sur le terrain, le dispositif SAGES avance à marche forcée. Après une directive en fixant le cadre dès le 24 juillet, cette stratégie est déclenchée depuis le 23 septembre dernier. Elle cible douze établissements, quatre lycées et huit collèges, dans le Bas-Rhin, l'Oise, les Côtes-d'Armor, la Moselle, les Vosges, le Rhône, le Vaucluse, l'Essonne ou encore l'Ain. Une «note express» du 8 octobre a demandé aux gendarmes d'y «démanteler au minimum un réseau de trafic de drogue d'ici à la fin de l'année». La tactique fonctionne à plein régime, permettant d'interpeller une vingtaine de trafiquants aux abords d'un lycée de Rillieux-la-Pape, de saisir plusieurs kilos d'héroïne et de cannabis aux portes d'un lycée de Noyons ou encore de neutraliser de gros revendeurs alimentant des lycéens à l'Isle-sur-la-Sorgue. «En moyenne, un trimestre peut suffire pour désosser un réseau», assure le lieutenant-colonel Dubuis.

Fort de ces succès, le système devrait monter en puissance en 2010, sachant que 184 écoles ont été classées à risques par les services spécialisés. Selon nos informations, les stratèges de la gendarmerie réfléchissent désormais à adapter la recette à une autre population vulnérable, celle des personnes âgées.

LIRE AUSSI

[» REPORTAGE VIDEO - Des proviseurs coachés pour gérer les situations de crise](#)

[» Policiers et gendarmes aux côtés des proviseurs](#)

Policiers et gendarmes aux côtés des proviseurs

C. C.

29/12/2009 | Mise à jour : 22:26 | Commentaires 3 | [Ajouter à ma sélection](#)

Des policiers municipaux devant un collège des Hauts-de-Seine en 2002. Crédits photo : Le Figaro

Des policiers et gendarmes d'un genre nouveau sont en train de voir le jour : les «référents sûreté». Ils ont la charge de venir en aide aux chefs d'établissement qui connaissent des problèmes de sécurité.

À une époque où les forces de l'ordre doivent sacrifier des cohortes d'effectifs sur l'autel de la rigueur, des policiers et des gendarmes d'un genre nouveau voient le jour. Nés de [la loi sur la prévention de la délinquance de mars 2007](#), les «référents sûreté» se propagent à travers le pays afin d'anticiper des actes de malveillance. En d'autres termes, faire en sorte que le volume de délinquance à gérer soit moindre dans les années à venir. Prévenir, pour avoir à guérir le moins possible. Formés en commun pendant quatre semaines à l'école de police de Gif-sur-Yvette, ces techniciens viennent déjà au secours des chefs d'établissement en proie aux problèmes d'intrusions et de violences. «Ces derniers, qui ne voulaient entendre parler que de pédagogie ont rééquilibré leur discours, prenant plus en compte la notion de sécurité», se félicite le lieutenant-colonel Bigot, au service des opérations et de l'emploi à la direction générale de la gendarmerie.

Influer sur l'urbanisme

Depuis un an, 86 gendarmes et 120 policiers experts passent au crible les écoles, collèges et lycées aux côtés des chefs d'établissement, diagnostiquant la délinquance qui l'environne et proposant des solutions très concrètes pour améliorer l'éclairage des zones sombres, l'implantation des caméras de vidéosurveillance, pour détecter les failles dans les murs d'enceinte de l'école ou encore limiter les points d'accès pour mieux les contrôler. Précieux pour sanctuariser les écoles, ces conseillers techniques en uniformes influent aussi sur l'urbanisme qu'ils souhaitent modeler à la marge pour éviter la fixation d'abcès de délinquance, comme ceux qui pourrissent la vie les grands ensembles édifiés dans les années 1970.

De plus en plus, ces référents sont sollicités sur les plus grands projets d'aménagement urbains, où les études de sûreté sont obligatoires. Ainsi, les maîtres d'ouvrage planchant sur les futurs ensembles commerciaux, complexes hospitaliers ou sportifs et autres installations culturelles de grande ampleur, travailleront aux côtés de policiers et de gendarmes. Dernier exemple en date : la gendarmerie a décrypté les possibles écueils du World Trade Center-

Airapolis, l'immense centre d'affaires qui poussera d'ici à 2011 à Roissy-en-France. «Prévenir la malveillance dès la construction d'un bâtiment ou d'un ensemble d'habitations est un défi que nous devons relever», martèle un fonctionnaire. L'avenir du maintien de l'ordre passera donc aussi par l'analyse des planches d'architecte.

Dès 2010, chaque département français disposera de deux référents sûreté afin de relever ce défi stratégique.